



Pourquoi Socle ?

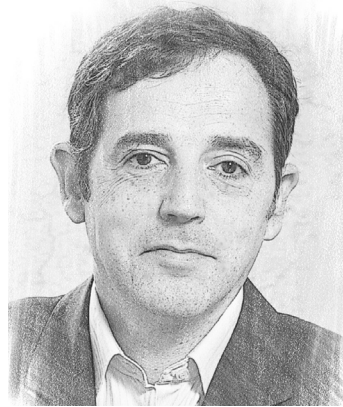
En un temps où les repères au sein des sociétés humaines s'estompent ou semblent voler en éclats, chacun s'accorde à reconnaître qu'il « faut recréer du lien social ».

Mais un tel impératif ne se décrète pas. Il naît du vécu et du réel, il s'ancre au fil du temps, au cœur de sociétés tout à la fois ouvertes sur le monde et ancrées dans leurs territoires. En ce sens, cette vertu (au sens romain de virtus) qu'est la confiance s'impose en douceur, en tout temps et en tous lieux, comme le socle du bien commun.

C'est pour y réfléchir avec vous, mois après mois, que nous engageons ici, avec des experts venant de tous les horizons, une réflexion de fond sur la crise de confiance que nous traversons.

Car pour que société puisse rimer avec liberté, il faut un socle solide qui se nomme confiance, qualité décidément éternelle et universelle.

<https://gensdeconfiance.fr>



Jérôme Fourquet : la crise sanitaire remet au premier plan les valeurs de partage et de solidarité

La société française sortira-t-elle changée de l'épreuve du Coronavirus ? Quelles leçons peut-on déjà tirer de la séquence ouverte le 16 mars dernier par la décision d'appliquer aux Français les règles de confinement strict inaugurées en Chine puis en Italie ?

Analyste éprouvé de l'opinion, le directeur des études de l'IFOP, Jérôme Fourquet, n'est pas un sondeur comme les autres. C'est aussi un

géographe passionné d'histoire des mentalités, ce qui en fait l'une des personnalités les mieux qualifiées pour cadrer le sujet. Dans le sillage de son dernier livre, L'archipel français, naissance d'une nation multiple et divisée (Seuil, 2019) qui s'est imposé, en quelques mois, au cœur du débat d'idées, il évalue pour nous l'impact de la crise que nous traversons sur la valeur-confiance.

Comment l'auteur de L'archipel français juge-t-il l'évolution du sentiment de confiance chez les Français à la lumière de la crise sanitaire ?

Les choses sont, à coup sûr, en pleine évolution mais nous pouvons d'ores et déjà observer plusieurs tendances intéressantes. D'où partons-nous ? D'une dégradation généralisée et ancienne de la confiance accordée à la parole publique, institutionnelle au sens large, avec une mention particulière pour le monde politique et les médias. Là-dessus est survenue la pandémie du Covid-19, la plus grave crise sanitaire enregistrée dans le monde depuis la grippe espagnole de 1918-1920. Et face aux risques élevés de contagion, les consignes gouvernementales très strictes ont été (presque) immédiatement suivies, à quelques exceptions près sur lesquelles je reviendrai. Cela signifie-t-il que le discours officiel a subitement regagné le crédit qu'il avait perdu ? Pas nécessairement. Il est clair que l'intelligence des citoyens a fait son œuvre, de même que la crainte de la contagion, sans oublier... la peur du gendarme et les images venues

d'Italie qui ont contribué à crédibiliser le message officiel. Mais attention ! Cette soumission aux contraintes n'est pas exempte d'interrogations récurrentes, moins sur la méthode choisie pour enrayer la propagation du virus, que sur son calendrier. Pourquoi maintenant et pas plus tôt ? se demandent beaucoup de nos concitoyens. Et de ce point de vue, les confidences de l'ex-ministre de la Santé, Agnès Buzyn, sur ses avertissements non suivis d'effet peuvent avoir des répercussions fâcheuses...

Par exemple ?

Deux jours avant cet épisode, nous avons réalisé, le 15 mars, jour du premier tour des élections municipales, un sondage sur la perception qu'avaient les Français de la communication de crise du gouvernement. Cette enquête a révélé que 64 % des personnes interrogées estiment qu'on leur dissimule des informations. Contre 57 % fin février, donc deux semaines plus tôt. Et 45 %, fin janvier, au début de l'épidémie. C'est dire qu'en un mois et demi, la part des Français estimant qu'on leur a menti par omission (au moins sur certains aspects)

s'est accrue de 19 points ! Malgré l'acceptation de la discipline imposée par les pouvoirs publics, la défiance reste donc bien présente dans la société, s'agissant de la parole venue d'en haut. Il n'en reste pas moins qu'en mobilisant le monde scientifique pour justifier les mesures prises, l'exécutif a marqué un point. En première ligne dans la crise, le professeur Jérôme Salomon, directeur général de la Santé, joue, toutes proportions gardées, le rôle tenu par l'ancien procureur de Paris, François Mollens dans les séquences terroristes que nous avons traversées : celui d'une autorité morale difficilement contestable car étrangère aux polémiques et aux querelles de bornage du monde politique.

N'est-ce pas aussi qu'avant d'être un haut fonctionnaire, le professeur Salomon est professeur de médecine, infectiologue de surcroît ? Plus largement, le corps médical, et spécialement les soignants confrontés 24 heures sur 24 au virus, ont la cote dans l'opinion. Ils sont, comme les pompiers, l'incarnation de ceux auxquels, par définition, on peut faire confiance. Y aura-t-il, de votre point de vue, un avant et un après Coronavirus dans le domaine des rapports sociaux ?

Même s'il est un peu tôt pour jauger son ampleur, il est certain qu'à la faveur de la crise sanitaire, un mouvement de fond se profile en faveur des valeurs de partage et de solidarité. Emmanuel Macron ne s'y est d'ailleurs pas trompé quand, presque aussi souvent que le mot « guerre », il a employé celui de « solidarité » face à un ennemi invisible.

Cette injonction du Président à se rassembler et à faire bloc rejoint incontestablement une préoccupation profonde de l'opinion.

Mais il n'en reste pas moins, je le disais, que quelques exceptions d'ordre individualiste se font jour, dont l'avenir nous dira si j'ai raison ou tort de les souligner : je pense en particulier aux habitants des grandes villes qui ont fait fi de toutes les règles de prudence pour aller se mettre au vert en s'entassant dans les trains, quitte à exporter le virus dans des zones relativement peu touchées jusqu'alors ; mais aussi à ce qui se passe dans certains quartiers de banlieue connus pour leur allergie aux forces de l'ordre, où le respect du confinement apparaît difficile à obtenir...

Pour le sociologue Michel Maffesoli, il ne faut pas confondre la crise de confiance qui touche la parole publique avec ce qui prévaut dans la société où, notamment sur les réseaux sociaux, la confiance s'affirme comme la valeur de base. Êtes-vous d'accord avec cette distinction ?

Totalement d'accord, encore que certaines institutions, comme l'hôpital, nous l'avons dit, ou encore l'armée, échappent à la défiance. Mais n'oublions pas une sous-catégorie sociologique : celle des Français qui se situent en dehors du maillage numérique. Nous voyons bien dans nos enquêtes que les groupes sociaux non encore acculturés au digital peuvent être à la fois défiants à l'égard de la parole publique, mais aussi à l'encontre de leurs voisins de palier, puisqu'ils ne sont intégrés, par définition, dans aucune tribu, pour parler comme le professeur Maffesoli...

Ce que vous décrivez dans L'archipel français, c'est une montée sans précédent de l'individualisme, qui passe, notamment, par la volonté de se distinguer à tout prix. Comment cela se combine-t-il avec la tendance consistant à se regrouper en réseaux ?

Très simplement, je dirais que le phénomène de l'organisation en réseaux est une conséquence de la montée de l'individualisme. Une sorte d'antidote naturel à la dictature du « moi ». Mais il n'en reste pas moins qu'à mes yeux, cette dernière constitue la caractéristique anthropologique la plus prégnante des dernières décennies.

Permettez-moi d'y revenir car elle aide à comprendre pourquoi les réseaux sont, du coup, devenus si importants. Ils ne le seraient pas si une déstructuration préalable ne s'était pas produite. Une déstructuration qui, comme l'a si bien montré Marcel Gauchet, provient de la sortie accélérée du religieux qui a caractérisé les sociétés européennes dans les quarante dernières années. De sorte que, mécaniquement, ce déclin du christianisme a affaibli la matrice structurante qu'on pourrait appeler, pour résumer, catho-laïque, ou catho-républicaine. D'où la disparition très rapide du référentiel judéo-chrétien dans un nombre incalculable de domaines, idéologie dominante dont même les anticléricaux d'autrefois étaient partie prenante puisqu'ils se définissaient contre elle. Pour preuve, l'effondrement politique du communisme, commencé en France en 1981, a suivi de près celui du christianisme, dont les premiers signes de déclin se sont manifestés dans les années 1950.

Résultat : l'opposition cathos-laïques avec tout ce qu'elle comportait de chocs frontaux, donc de bipolarisations structurantes, a laissé place à une

Le phénomène de l'organisation en réseaux est une conséquence de la montée de l'individualisme. Une sorte d'antidote naturel à la dictature du « moi »...

Entretien avec Jérôme Fourquet

atomisation générale des croyances et des comportements. Ce qu'observent les démographes, les sociologues, les politologues, les sondeurs, au travers de leurs enquêtes, ce n'est pas seulement l'effacement des repères autrefois imposés par la religion. Au-delà de la remise en cause de la morale traditionnelle (recul du mariage, quasi-consensus sur l'IVG, acceptation croissante de l'homosexualité, évolution juridique des structures familiales, rapport renouvelé au corps avec le progrès de nouvelles pratiques comme l'incinération ou le tatouage, etc.), on note l'émergence de morales alternatives. Par exemple, le refus de la hiérarchisation des espèces porté

par le véganisme ou la montée de revendications plus individualistes illustrée par l'essor spectaculaire des prénoms rares (avec pour corollaire l'effondrement des prénoms chrétiens, comme Marie ou Pierre)...

Mais comme cette atomisation ne peut continuer indéfiniment et que l'individu ne se suffit pas à lui-même, la société reprend du poil de la bête au travers des réseaux, de la reconstitution de tribus pour parler comme Maffesoli ou d'îlots pour reprendre l'image de l'archipel, bref du besoin, toujours présent, de valeurs partagées, de solidarité... Et plus que jamais de confiance ! ■

REPERES

Jérôme Fourquet



Né au Mans en 1973, Jérôme Fourquet, diplômé de l'IEP de Rennes, est titulaire d'un DEA de géographie électorale (Paris VIII, 1995). Il s'est imposé depuis quelques années comme l'un des meilleurs politologues français, mais aussi comme l'un des sondeurs les plus fiables de sa génération.

Entré en 1996 à l'institut de sondages Ifop, il a rejoint CSA Opinion comme directeur d'études de 1998 à 2003, avant de revenir à l'Ifop pour intégrer son département Opinion et Stratégies d'entreprises, dont il assume, depuis 2011, la fonction de directeur.

Passionné d'histoire politique et de sociologie, mais aussi d'histoire des mentalités, il rédige régulièrement des notes de conjoncture dans le cadre d'instituts de recherche comme la Fondation pour l'innovation politique ou la Fondation Jean Jaurès, études pour la plupart disponibles en ligne. Collaborateur régulier du *Figaro*, de *L'Opinion*, de *Slate.fr*, *Huffingtonpost.fr* ou *Atlantico.fr*, cet analyste acéré autant que réputé intervient régulièrement sur les plateaux de télévision pour donner du sens aux résultats électoraux et relier l'actualité aux mouvements de fond de la société. *L'archipel français*, paru en mars 2019, est, de ce point de vue, l'aboutissement d'un travail au long cours. Dans le peloton de tête des meilleures ventes dans la catégorie Essais pendant plus d'un an, cette somme, unanimement saluée par la critique, a été récompensée par le Prix du livre politique 2019.

Parmi les autres ouvrages publiés par Jérôme Fourquet sur les grandes ruptures politiques et sociologiques des dernières années, citons notamment : *Le voisin de Mohamed vote FN*, Editions de l'Aube, 2015 ; *L'an prochain à Jérusalem, les juifs de France face à l'antisémitisme* (avec Sylvain Manternach), Editions de l'Aube, 2016 ; *Accueil ou submersion ? Regards européens sur la crise des migrants*, Editions de l'Aube, 2016 ; *Le puzzle français. Un nouveau partage politique* (avec Hervé Le Bras), Fondation Jean Jaurès, 2017 ; *À la droite de Dieu*, Editions du Cerf, 2018 (sur la montée de la radicalité dans l'électorat catholique).

Jérôme Fourquet : the health crisis brings to the forefront the values of solidarity and sharing

Will French society emerge changed from the Coronavirus ordeal? What can we already learn from the sequence of events started on the 16th of March by the decision to enforce on the French the strict confinement rules already applied in China and subsequently in Italy?

As a seasoned analyst, the director of studies at the IFOP (Institut français d'opinion publique), Jérôme Fourquet, is not a pollster like the others.

He is also a geographer with a passion for the history of mentalities, which makes him one of the most qualified people to discuss the subject.

In the wake of his latest book, *L'archipel français*, naissance d'une nation multiple et divisée (Seuil, 2019), which in just a few months has taken its place at the heart of the debate on ideas, he assesses for us the impact of the crisis we are going through on the value of trust.

FOCUS

« On peut dresser une cartographie de la valeur-confiance »

Dans *L'archipel français*, Jérôme Fourquet démontre qu'à la fragmentation qui caractérise désormais l'ensemble de la société française, s'ajoute une fragmentation régionale. A l'issue de l'entretien qu'il nous a accordé, nous lui avons demandé s'il disposait d'instruments permettant de déterminer si, suivant le lieu où l'on habite, la confiance – autrement dit la foi dans la parole de l'autre – était une valeur plus ou moins partagée ?

« On peut observer à la lumière, entre autres, des travaux d'Hervé Le Bras et d'Emmanuel Todd, que certaines formes de sociabilité héritées de la longue durée sont encore bien enracinées dans l'inconscient collectif de plusieurs territoires. Un premier niveau d'analyse fait apparaître une différence entre les zones d'habitat groupé à l'intérieur desquels les liens de sociabilité se sont distendus – approximativement le quart Nord-Est de la France – et, en gros, la façade Ouest, où l'habitat dispersé laisse subsister des formes de solidarité plus élaborées, notamment en pays de bocage. »

Un contraste auquel s'ajoute une différence marquée entre les terroirs de tradition catholique et les régions marquées par la Révolution industrielle...

« Un deuxième niveau d'analyse s'intéresse à une autre couche historique, qui distingue les pays de tradition catholique des autres régions. Dans les premiers, ont subsisté des formes de sociabilité qui font une part plus importante qu'ailleurs à l'auto-organisation collective. Une habitude héritée du temps où l'on s'efforçait de ne pas tout attendre de l'Etat jacobin, unificateur, laïc et républicain.

Tout cela n'a plus rien à voir, bien sûr, avec la pratique religieuse qui a régressé comme partout – Todd parle, avec son sens éprouvé de la formule d'un « catholicisme zombie » – mais l'ombre portée de l'Eglise reste très présente. Qu'on pense aux réseaux d'écoles libres, appuyés sur un tissu associatif dynamique, mais aussi à la manière dont, dans ces régions, patronat et syndicats partagent une culture du compromis qu'incarnent, entre autres, la CFDT et la CFTC.

Prenons garde, bien sûr, à ne pas simplifier, et encore moins à idéaliser, mais il est certain que dans un environnement culturel qui privilégie le dialogue et le partenariat, la confiance reste une valeur de base. J'ajoute que, grâce à un réseau de PME souvent performantes, ces territoires sont moins touchés que d'autres par le chômage. Cette typologie n'est d'ailleurs pas propre à la France : ce qu'on observe dans des régions comme le Choletais et le bocage vendéen, mais aussi en Aveyron, on le retrouve presque à l'identique dans le nord de l'Italie ou en Bavière, de tradition très catholique comme on sait. Les entreprises locales y maintiennent le lien social, grâce à des dynasties patronales que la tradition marxiste qualifierait de "paternalistes" mais qui, enracinées dans leur terroir, gardent une conscience aigüe de leur responsabilité morale à l'égard de la communauté.

On ne peut en dire autant des territoires dont l'essor économique a dépendu, historiquement, de la Révolution industrielle, c'est-à-dire à la fois du rôle moteur de l'Etat et du grand patronat, et dont une partie de l'identité culturelle s'est forgée dans un siècle et demi de luttes sociales... Quand l'emploi dépendait de grands groupes tirant leur prospérité soit de l'extraction et de la transformation des matières premières (au premier chef, la mine et la sidérurgie), soit de la commande publique (Alstom), et que l'une s'arrête tandis que l'autre se tarit, comment voulez-vous que la confiance se maintienne ? L'Etat central, mais aussi le patronat et les syndicats, perdent une grande partie de leur légitimité. Et les populations, habituées à la verticalité, se retrouvent comme livrées à elles-mêmes, en proie au doute, à la défiance, et finalement à la colère.

C'est ce sentiment d'abandon qui explique que ces régions donnent désormais leurs suffrages aux mouvements protestataires au détriment des partis traditionnels, de droite comme de gauche. Le cas emblématique, c'est le bassin minier du Nord - Pas de Calais, précipité dans la précarité quand le système issu du XIX^e siècle s'est effondré, laissant les populations sans protection, faute de disposer, justement, des solidarités horizontales qui préexistaient sur d'autres territoires. » ■

LE REGARD DE GENS DE CONFIANCE

Derrière les nuages de la crise, un héritage à faire fructifier ?

« *L'avenir n'est pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire* », disait Bergson, philosophe de l'élan vital que la vie, justement, n'épargna guère, mais qui voyait dans la vertu de confiance l'unique moyen de vaincre l'adversité.

A l'heure où l'horizon s'obscurcit pour tant de nos compatriotes, mais aussi pour des millions de nos voisins européens, il nous est apparu important de porter sur la crise un regard prospectif. Non par souci d'éluider les sujets qui fâchent, mais pour nous interroger sur ce que les difficultés présentes peuvent changer à la qualité future du lien social, quand l'existence reprendra son cours normal.

En demandant à Jérôme Fourquet d'être notre premier grand témoin, nous avons voulu offrir à nos lecteurs l'expertise d'un spécialiste de l'opinion qui, non content d'être l'un des sondeurs français les plus réputés, a rejoint le cercle très fermé des meilleurs politologues actuels.

Servi par une culture historique qui lui permet de relativiser les tendances brutes ou, au contraire, de déceler celles qui progressent à bas bruit, il est

à mille lieues des donneurs de leçon dont notre civilisation du tweet est prodigue.

Ni prophète de malheur, ni optimiste-béat, il a prouvé, dans son magistral essai *L'archipel français* (Seuil, 2019), que seule la nuance offrait du crédit à un diagnostic, de même qu'elle confère de profondeur à un tableau. Celui qu'il nous offre de la société française aux prises avec le Covid-19 vaut précisément car il n'est pas simpliste.

Oui, concède-t-il, l'individualisme reste la valeur montante des dernières décennies ; mais comme le démontre l'importance croissante des réseaux sociaux, le besoin symétrique de valeurs partagées freine l'atomisation de la société. Jusqu'à empêcher le pire : l'isolement des plus faibles ? On veut le croire en lisant Jérôme Fourquet qui voit poindre, dans le retour en force de la solidarité, le meilleur héritage de ces semaines dont le monde se serait volontiers passé !

Nicolas Davoust
co-fondateur de Gens de Confiance

La philosophie de Gens de Confiance

Individualisme exacerbé ? Délitement des structures traditionnelles d'entraide ? Oubli du respect d'autrui ? Mépris de la parole donnée ? De fait, les sociétés contemporaines s'interrogent sur leur devenir.

Ce constat a présidé à la naissance, en 2014, de Gens de Confiance, plateforme de petites annonces, basée sur la confiance et la courtoisie, ouverte à tous, sur recommandation. Ses petites annonces en font un laboratoire dans l'espace virtuel complexe qu'est internet. Par cette symbiose entre la technique et l'humain, GDC n'a pas la prétention de changer

le monde, mais plus modestement de favoriser la renaissance de la confiance, ce lien subtil qui lie les uns aux autres au sein d'un réseau. GDC transpose ainsi, dans l'universalité du monde numérique, l'ancien système de connexions qui existait au sein du village. Cette démarche va bien au-delà d'un simple échange de biens et de services. Elle vise à recréer, très concrètement, du « lien social ». Via cette Lettre, nous entendons ainsi apporter notre contribution au débat public sur la renaissance de la confiance comme socle des sociétés humaines.

